

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Champ sur Drac

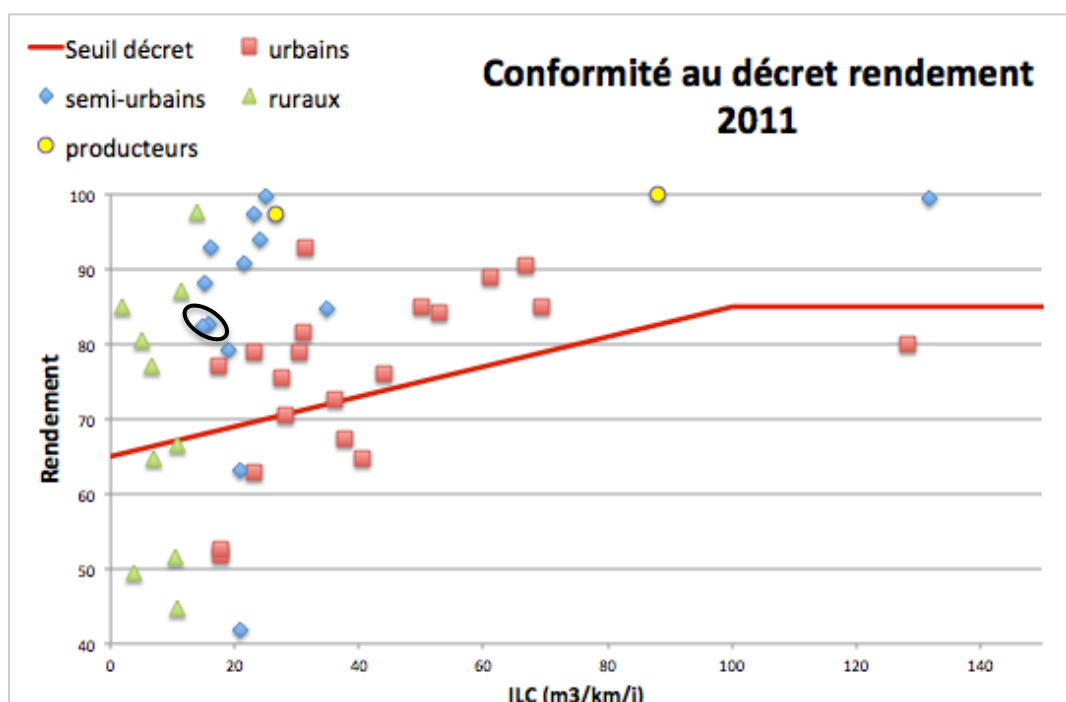
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 1313 ILC : 15,7 m ³ /km/j Habitants : 3179 Densité habitants* : 110 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 1241 Date de règlement de service : Volume entrant: 201 Mm ³ 2009 Volume facturé: 164 Mm ³ Linéaire de réseau : 29 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 <i>interconnexion</i> Nombre total de compteurs : 1313 Pourcentage de compteurs +12 ans : 18,0 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,5 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,34 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>partielle</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 82,7 % Indice Linéaire de Pertes* : 3,3 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,1 % Rendement 2011 : 82,7 % rendement lissé sur 3 ans* : 77,5 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 10 Evaluation du coût de remplacement* : 18 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2013	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 402 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 9,5 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 5,9 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 0,99 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : + 4,1 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4 ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Champ sur Drac est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 82,7% et dépassait de 14,6 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 65,4%. Le rendement a donc fortement augmenté en quelques années, en dépit de l'absence de travaux de renouvellement menés sur le réseau.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Champ sur Drac est de 3,3 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (8,7 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Champ sur Drac présentait des fuites de faible importance.

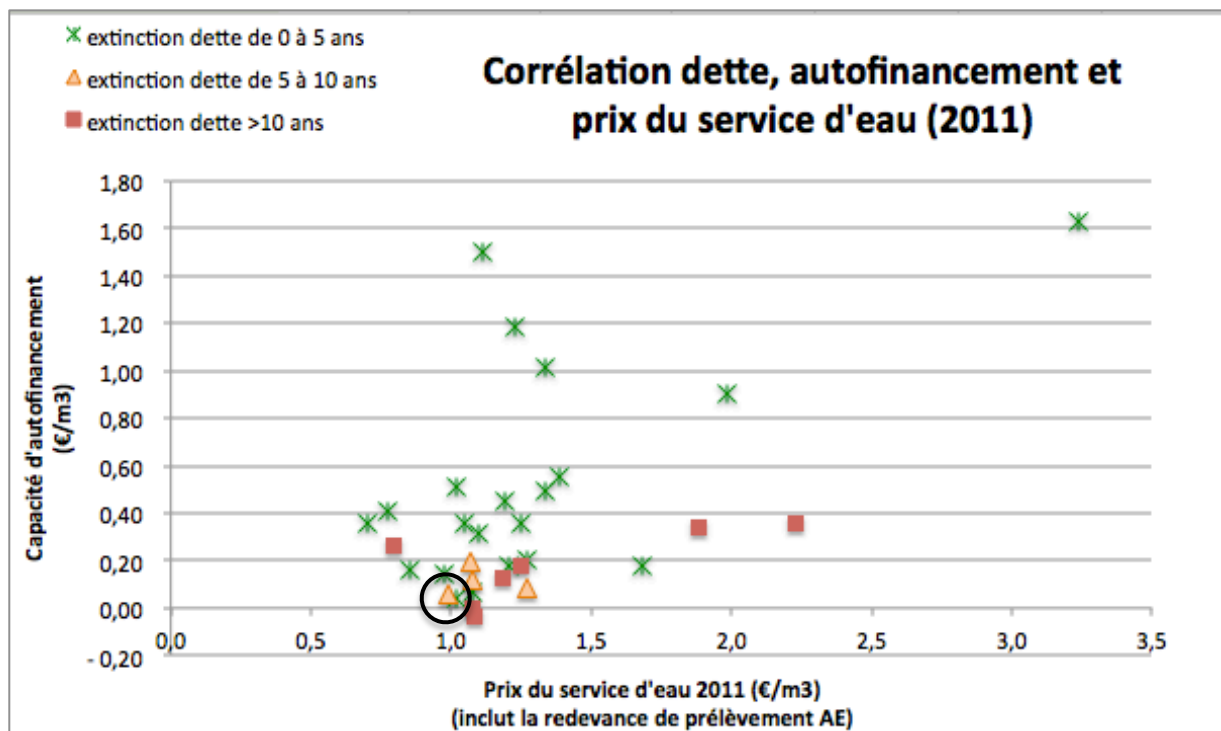
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Champ sur Drac peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. En effet la connaissance du patrimoine n'est pas exhaustive (60/100). Le service développe actuellement ses connaissances du patrimoine, en améliorant notamment sa connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que 10 branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et le parc de compteur semble jeune (18% des compteurs ont plus de 12 ans).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Champ sur Drac est entourée.

Son extinction de dette de 5,9 ans (entre 5 et 10 ans, losange jaune) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,06 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 0,99 €/m³.

Cela traduit *a priori* une relative santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est assez faible sur le territoire mais il permet de dégager un autofinancement limité de 6 cts/m³ facturés. Cela correspond à 10 k€ en 2011.

Le niveau de dette est raisonnable (94 k€ en 2011). Cette dette peut provenir d'un emprunt assez ancien puisque que le service d'eau n'a engagé aucune opération de renouvellement entre 2008 et 2011 (0 km renouvelé).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble un peu limitée pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 10k€ en 2011). S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Champ sur Drac dispose d'une grande marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 10-12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.